

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Art 18

g

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

Direction des Affaires Locales,
Juridiques et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme

LE PREFET DE SAONE ET LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Arrêté complémentaire

Société I.C.P.F. à Paray-le-Monial

01/4131/2-4

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU le titre 1^{er} du Livre II du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 Décembre 1934 autorisant l'exploitation d'un établissement de travail et de traitement du bois,

VU l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 1998, portant prescription d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques,

CONSIDERANT la transmission à la DRIRE en date du 10 Avril 2001, du rapport réalisé par CEBTP, (Centre d'Etude du Bâtiment et des Travaux Publics), constituant l'étape B de l'ESR (étude simplifiée des risques),

CONSIDERANT que cette étude répond bien aux termes de l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 1998, portant prescription d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques,

CONSIDERANT que les mesures préconisées sont de nature à permettre un suivi efficace de la pollution,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 24 Octobre 2001,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, dans sa séance du 8 Novembre 2001,

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

OBJET DE L'ARRETE

Article 1^{er} – La société I.C.P.F., dont le siège social est situé 68, Quai du Commerce, 71600 Paray-le-Monial, est tenue de réaliser, sur son site implanté à l'adresse précitée, les prescriptions techniques prévues dans le présent arrêté.

Article 2 – La société I.C.P.F. doit :

- mettre en place un suivi, de fréquence semestrielle, de la qualité de la nappe au droit du site pour les composés tels que : cuivre, chrome, arsenic, hydrocarbures aromatiques polycycliques, phénols,
- implanter les piézomètres : PZ 2, PZ 3, PZ 4 conformément au plan joint en annexe,
- mettre en place un suivi de fréquence semestrielle de la qualité des eaux de la nappe et du fossé bordant la RN 79, soit les points : PZ 1, PZ 2, PZ 3, PZ 4, PZ 5, PF 6 conformément au plan joint en annexe pour les paramètres suivants : Cu, Cr, As, HAP et indice phénols,
- maintenir le dispositif de lutte contre la pollution des eaux souterraines prévu par l'arrêté préfectoral du 4 Juin 1981,
- lors du démantèlement de l'autoclave non utilisé, s'assurer de l'absence de toute pollution du sol.

Article 3 –

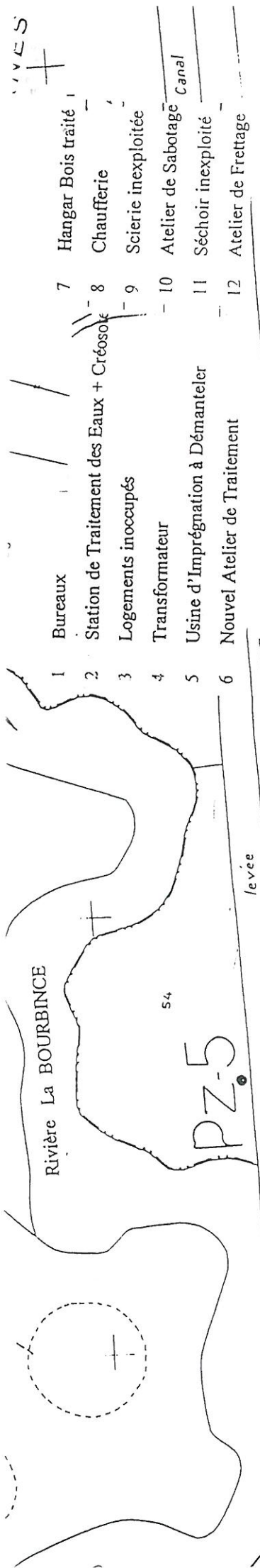
Les mesures sont faites dans les conditions suivantes :

Paramètres à contrôler	Normes d'analyses et de mesures
Chrome (Cr)	NF EN 1233, FTD 90112, FTD 90119, ISO 11885
Cuivre (Cu)	NF T 90 022, FTD 90112, FTD 90119, ISO 11885
Arsenic (As)	NF EN ISO 11969, FD T 90119, NF EN 26595, ISO 11885
Indice phénols	XPT 90109
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NFT 90115

Article 4 – La société I.C.P.F. doit adresser, dès réception, les résultats des mesures à la DRIRE, avec les commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées.

Les résultats concernant le point PF 6 sont adressés également au service gestionnaire de la voirie (RN 79).

Les résultats concernant le point PZ 5 sont également adressés au service chargé de la police de l'eau.



vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 05 DEC. 2001

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire,
Signé Gilles LAGARDE

Pour ampliation
Le Chef de Bureau Délégué,

Signé
COCHET GAUTHERIN
Préfecture de Saône-et-Loire
71-038

GRAND PARCOURS

Article 5 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6 - CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

Article 7 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 8 – Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Article 9 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le maire de Paray-le-Monial, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- M. le maire de Paray-le-Monial,
- M. Le Directeur Départemental de l'Equipeement à Mâcon
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17, avenue Jean Bertin – 21000 Dijon,
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines – inspecteur des installations classées, 206, rue Lavoisier – B.P. 2031 – 71020 Mâcon Cedex 9,
- L'exploitant.

Mâcon, le 05 DEC. 2001

Pour ampliation
Le Chef de Bureau Délégué,

Corinne GAUTHERIN



Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire,

Signé Gilles LAGARDE